

sur le nouveau programme pour l'Afrique, souligne certainement le désir de l'Afrique d'attirer de tels investissements.

Mais il souligne également le point que les Africains ne font appel à aucun d'eux pour les nouveaux enchâssements de dépendance par le biais d'une aide ni pour les concessions marginales. Une nouvelle relation avec les pays hautement industrialisés est souhaitée afin de surmonter le gouffre du développement qui s'est élargi au cours de siècles de relations inégales. Pour la majeure partie de cette période, ces relations inégales étaient créées par les investissements étrangers privés, à partir de ce qui est maintenant connu comme le G-8 ou pays hautement industrialisés.

Le Congrès du travail du Canada n'est pas l'ennemi des investissements privés qui, en réalité, soutiennent l'avenir économique de bon nombre de ses membres et sont importants pour eux. Mais il ne ferme pas les yeux sur les échecs ou les fautes des investissements privés non réglementés, cherchant à faire des profits peu importe le coût, un coût souvent assumé dans le passé par les Africains qui cherchent maintenant à entretenir une relation différente avec les pays du G-8.

Nous croyons qu'***il est dans l'intérêt de nous toutes et tous de voir à ce que l'investissement privé joue un rôle approprié, non pas un rôle d'exploitation, dans la Relance de l'Afrique. Les dirigeants du G-8 doivent faire preuve d'un véritable leadership sur ce point***, même si le faire exige l'envoi d'un signal puissant aux gestionnaires du capital et aux dirigeants africains qui pourraient être tentés d'attirer des investissements qui nuiraient à leur population, à l'effet que la nouvelle relation soit durable d'un point de vue économique, social et moral sinon les populations du G-8 ne l'appuieront pas.